

P REMIÈRES INFORMATIONS

et PREMIÈRES SYNTHÈSES

LES MOUVEMENTS DE MAIN-D'ŒUVRE AU SECOND SEMESTRE 1998

Après une année 1997 de forte reprise de l'emploi, prolongée au début de 1998, les mouvements de main-d'œuvre se stabilisent au troisième trimestre 1998. Il faut y voir la conséquence du ralentissement momentané de la croissance économique. C'est le secteur de l'industrie qui en a le plus ressenti les effets sur l'emploi, principalement dans ses grands établissements. La construction a su réagir rapidement, tandis que le tertiaire n'a quasiment pas perçu les répercussions de cette stagnation.

L'année 1998 a été très favorable aux embauches en contrat à durée indéterminée. L'augmentation du nombre de démissions souligne la confiance retrouvée des salariés quant aux perspectives d'embauche.

Ce sont toujours les cadres qui profitent le plus de la croissance alors que les ouvriers non qualifiés voient leur situation relative sur le marché de l'emploi se dégrader.

Les jeunes tirent parti de l'évolution actuelle : ils bénéficient du développement des CDI et trouvent des opportunités accrues dans les petits établissements.

Très favorables pour le travail temporaire, les années 1997 et 1998 l'ont été aussi pour les formes traditionnelles de travail sur contrat (CDI ou CDD) avec un employeur. On a dénombré ainsi, dans le secteur concurrentiel hors intérim, 33 000 créations d'emplois salariés au premier semestre 1997, puis 86 000 au second semestre, 120 000 au premier semestre 1998 et 123 000 au second semestre (1). Ce profil d'évolution est pour partie le reflet de celui de l'activité économique. La croissance s'est accélérée tout au long de 1997, est restée à un rythme élevé au premier semestre 1998, puis a connu un léger ralentissement au troisième trimestre et un rebond en fin d'année.

Le nouveau dispositif DARES de suivi des mouvements de main-d'œuvre (encadré 1) permet d'analyser de façon plus

(1) - Jourdain C., Tanay A., « Évolution de l'emploi salarié au premier trimestre 1999 », Premières Informations, DARES, 99.06 n° 24.1. Les estimations trimestrielles d'emplois salariés sont réalisées par l'INSEE à partir de l'enquête ACEMO de la DARES et de la statistique trimestrielle de l'UNEDIC. Ces deux opérations sont menées auprès des établissements de 10 salariés ou plus mais, au prix d'une « correction de biais », l'estimation se réfère à l'ensemble du champ.



détaillée les répercussions sur l'emploi de cet à-coup conjoncturel du milieu de l'année 1998. Après plus d'un an de croissance très rapide, les chefs d'entreprise ont dû faire face à un resserrement de leurs carnets de commande, dont il était difficile de percevoir s'il allait être durable ou momentané. Le pilotage de la politique de gestion de la main-d'œuvre a été rendu beaucoup plus délicat par cet environnement conjoncturel incertain.

Le léger ralentissement conjoncturel a eu des répercussions limitées dans le tertiaire...

Premier constat, le secteur tertiaire hors intérim (2) a été peu affecté. Tout au plus peut-on parler d'une pause dans la croissance des volumes d'embauches. Sur les trois derniers mois de l'année, le taux d'entrée (3) augmente à nouveau pour approcher 12 %, quelle que soit la taille des unités considérées. Non seulement ce résultat est le plus élevé de la décennie, mais il dépasse les plus hauts niveaux observés au début de celle-ci de près d'un point dans les grands établissements et de près de deux points dans les petits.

Toujours dans le tertiaire, l'évolution des taux de sortie est beaucoup plus lente sur les deux dernières années que celle des taux d'entrée (graphique 1). Partant de niveaux très proches au début de 1997, taux d'entrée et taux de sortie ont ensuite divergé. Dans les petits établissements, les sorties se sont même ralenties

(2) - Les estimations d'emplois prennent en compte les intérimaires, mais en les regroupant au sein du tertiaire, dans le secteur des services aux entreprises. Les intérimaires sont en effet rémunérés par les entreprises de travail temporaire, même si plus de la moitié d'entre eux se trouvent mis à disposition des entreprises industrielles. La source DMMO/EMMO ne prend pas en compte les intérimaires. Il suffit de se référer au tertiaire hors intérim pour gommer cette différence de champ entre les deux sources. En revanche, la différence portant sur la taille des établissements subsiste puisque la source DMMO/EMMO ne fournit des résultats que sur l'ensemble des établissements de 10 salariés ou plus.

(3) - Pour un trimestre donné, les taux d'entrée et de sortie sont respectivement les rapports des nombres d'entrées et de sorties à l'effectif de début de trimestre.

pendant toute l'année 1997 avant de réaugmenter depuis le printemps 1998. Au troisième trimestre 1998, l'augmentation sensible des sorties, couplée avec la stabilité des entrées, conduit à une réduction momentanée des créations d'emplois. Dans les grands établissements, les taux d'entrée et de sortie évoluent à la hausse dans des proportions comparables. Ainsi se trouve confirmée par le suivi des flux, la baisse des créations d'emplois dans le tertiaire entre juin et septembre 1998, déjà constatée par la confrontation des niveaux d'emplois. De même se trouve confirmée la nouvelle accélération de ces créations d'emplois en fin d'année.

... et des effets beaucoup plus accusés sur l'emploi industriel

La série des estimations d'emplois rend compte des inflexions fréquentes dans ce secteur d'activité, beaucoup plus sensible que le tertiaire aux renversements conjoncturels (graphique 2). Avec 25 000 suppressions nettes d'emplois, le deuxième trimestre 1996 fait figure de « creux de la vague » pour l'emploi dans l'industrie en cette seconde moitié de la décennie. Au-delà, la situation s'est améliorée progressivement. L'industrie a créé 8 400 emplois au premier trimestre 1998 et 5 900 au deuxième trimestre. Les embauches marquent le pas dès le deuxième trimestre dans la



